

## AFFAIRE KARACHI

## L'étau se resserre sur Nicolas Sarkozy

**L'année 2012 ne s'annonce pas toute tranquille pour le président sortant Nicolas Sarkozy. Son implication supposée dans la mise en place d'un circuit de commissions dans l'affaire Karachi remonte à la surface avec les dernières révélations du quotidien Libération du lundi 2 janvier et qui ont réussi l'exploit d'occulter le contenu des vœux de Sarkozy et de mettre en Une cette affaire non encore élucidée.**

De notre bureau de Paris,  
Khadidja Baba-Ahmed

Les nouveaux éléments sur lesquels le journal s'appuie sont ceux contenus dans un procès-verbal d'audition du 2 décembre dernier devant le juge Renaud Van Ruymbeke en charge du volet financier de l'affaire Karachi.

L'auditionné n'est pas n'importe qui. Il s'agit de Gerard-Philippe Menayas, ancien haut fonctionnaire du ministère de la Défense et ancien directeur administratif et financier à la Direction des constructions navales, fournisseur des sous-marins Agosta au Pakistan. Qu'a dit ce très haut responsable au juge ?

Globalement que le président Sarkozy, alors ministre du Budget, aurait validé un montage financier lié à des ventes d'armes au Pakistan. Mais ne s'arrêtant pas aux considérations

générales, il précise que «Nicolas Sarkozy, alors ministre du Budget, avait donné son accord en 1994 à la création de la société luxembourgeoise Heine». Cette société, comme certaines autres créées la même année dans d'autres paradis fiscaux, devait être utilisée pour recevoir les commissions octroyées à des intermédiaires, comme Ziad Takieddine, dans ce contrat d'armement.

Entre 1995 et 1996, Heine a reçu 185 millions de francs de la Direction des constructions navales qui a fourni les sous-marins Agosta au Pakistan. Le montant du contrat qui s'élevait à 5,5 milliards de francs, soit 826 millions d'euros, prévoyait des commissions équivalent à 10% de la vente. Si les commissions étaient légales à l'époque sur ce type de contrats, ce qui ne l'était pas ce sont bien les rétrocommissions (système qui permet à celui qui vend une marchandise de récupérer une partie des commissions qu'il a versées à un intermédiaire) et en l'occurrence dans cette affaire de Karachi, les juges en charge du dossier suspectent que des rétrocommissions ont été utilisées dans la campagne présidentielle d'Edouard Balladur de 1995 et dont Sarkozy était le porte-parole.

Il faut rappeler que le 8 mai 2002, un attentat à Karachi, au Pakistan, a fait 14 morts, dont 11 Français de la Direction des constructions navales, en mission pour finaliser la mise en service des sous-marins vendus au Pakistan



Photo : DR.

par la France. Si dans une première phase l'enquête s'était orientée vers un attentat terroriste, très vite, les juges ont commencé à fouiller dans l'aspect financier du contrat des sous-marins. Aujourd'hui, il est avéré que des commissions ont été versées au Franco-libanais Ziad Takieddine. Ce dernier, homme d'affaires sulfureux, intermédiaire dans ce dossier comme dans celui de la vente de frégates à l'Arabie saoudite et aussi dans les tractations avec la Libye pour la vente d'armes après la levée de l'embargo militaire en 2004, aurait

reversé, dans l'affaire de Karachi, mais pas seulement, une partie des commissions qu'il a reçues, pour la campagne présidentielle d'Edouard Balladur. Lorsque Chirac est arrivé au pouvoir, il a décidé de l'arrêt de ces commissions (légales jusqu'en 2000) et ce serait l'arrêt de ces commissions qui constituerait le mobile de l'attentat, venu en représailles à cette fin de pots-de-vin bien juteux. C'est dire tout l'enjeu de cette enquête. Le juge chargé de l'affaire et qui serait, selon *Libération*, en possession d'une note saisie dans les locaux de la Direction des constructions navales faisant état de l'accord de Sarkozy pour la création de Heine, aurait malgré tout enrichi son audition par cette question à l'auditionné : «Si je vous comprends bien, la mise en place de la structure Heine n'a donc pu se faire qu'avec le double accord des deux cabinets du ministre du Budget et celui de la Défense, est-ce exact ?» La réponse a été on ne peut plus claire : «Oui. J'ai une expérience en la matière, ayant travaillé six ans à la direction du Trésor. Je n'imaginerai pas qu'une telle décision ait pu être prise sans l'aval du cabinet du ministre.» Voilà des déclarations qui viennent perturber, pour le moins, le président Sarkozy, qui, jusqu'à présent, déclarait à qui voulait l'entendre qu'il n'avait rien à voir dans cette affaire et qu'il n'était pas du tout cité dans le dossier d'enquête. **K. B.-A.**

## AFGHANISTAN

## L'Isaf souhaite la reprise rapide de son ravitaillement par le Pakistan

La force de l'Otan en Afghanistan (Isaf) souhaite la reprise «aussi vite que possible» du ravitaillement de ses troupes passant par le Pakistan, interrompu il y a plus d'un mois par Islamabad, a déclaré hier son porte-parole au cours d'une conférence de presse à Kaboul.

Le Pakistan bloque le ravitaillement de l'Isaf depuis la bavure de l'Otan au cours de laquelle 24 soldats pakistanais ont été tués près de la frontière afghane le 26 novembre. Près d'un tiers du ravitaillement de la force arrivait jusque-là par bateau à Karachi et était acheminé en Afghanistan par les routes pakistanaises. «Nous avons intérêt, pour la communauté internationale et l'Afghanistan, que les relations avec le Pakistan se normalisent» et que «les voies de communications se rouvrent (...) aussi vite que possible», a estimé le porte-parole de l'Isaf, le général Carsten Jacobson.

«La situation présente (...) a un impact économique négatif sur les économies pakistanaise et afghane» car elle «a un impact principalement sur les salaires et le travail des personnes évoluant dans le secteur des transports au Pakistan et en Afghanistan», a-t-il souligné. Le porte-parole de l'Isaf a également souhaité apaiser certaines craintes afghanes, qui imaginent que, faute de recevoir du carburant et des denrées alimentaires du Pakistan, l'Otan se fournirait désormais en Afghanistan, créant une augmentation artificielle des prix. «Rien n'est aussi rapide qu'une rumeur de hausse des prix, a commenté Carsten Jacobson. Les stocks de l'Otan sont plus que suffisants. Nous allons commencer très vite à les reconstituer via des routes de substitution», a-t-il observé, ajoutant que «le peuple afghan ne serait pas concurrencé par l'Otan pour son essence et sa nourriture».

Le ravitaillement de l'Isaf via le Pakistan est paralysé depuis plus d'un mois, un record en dix ans de relations houleuses entre Washington et Islamabad, soupçonné par ses alliés occidentaux de soutenir clandestinement la rébellion des talibans qui combat le gouvernement de Kaboul allié à l'Isaf. L'Isaf se ravitaille également par la route via l'Asie centrale, et par fret aérien.

## SYRIE

## La Ligue arabe demande l'arrêt total des tirs

**Le secrétaire général de la Ligue arabe Nabil al-Arabi a demandé hier que «les tirs s'arrêtent» en Syrie où le régime continue de réprimer les militants pro-démocratie malgré le déploiement des observateurs de l'organisation panarabe.**

M. al-Arabi a affirmé, lors d'une conférence de presse au Caire, que selon les «derniers rapports» reçus par téléphone des observateurs sur place en Syrie «il y a toujours des tirs et des tireurs embusqués» dans les villes syriennes. «Il faut un arrêt total des tirs», a-t-il ajouté, dans les premières déclarations au sujet de la mission des observateurs arabes. M. Al-Arabi a, en outre, évoqué la possibilité d'une réunion prochaine des ministres arabes des Affaires étrangères pour évaluer cette mission. Parallèlement, les appels à leur retrait se sont multipliés depuis leur arrivée à Damas le 26 décembre, la répression sanglante menée par le régime du président Bachar al-Assad ne marquant pas de répit.

Deux civils ont été tués hier à Homs (centre) par les forces de sécurité, et quatre autres ont été blessés. Un agriculteur a été tué lors de perquisitions menées dans le village de Chaffounié, près de Damas, à la recherche de militants, a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). De leur côté, des groupes d'observateurs effectuaient hier des tournées à Homs, Hama (centre), Deraa

(sud), où le mouvement de contestation a débuté, et à Daraya, près de Damas, pour rendre compte de la situation, selon l'agence officielle Sana. A Homs, les observateurs sont allés visiter une cimenterie près de Rastane, au lieu de se rendre dans cette ville où des milliers de manifestants ont été dispersés par des tirs en l'air, a souligné l'OSDH. Pour sa part, la France a demandé que les observateurs aient les moyens de leur mission. «Nous voulons avoir l'assurance qu'ils soient en mesure de se rendre partout où ils doivent se rendre pour témoigner et pour accomplir de façon crédible, objective et complète le mandat qu'ils ont reçu de la Ligue arabe», a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Bernard Valero. Dimanche, le président du Parlement arabe, Salem al-Diqbassi, avait appelé à leur «retrait immédiat, (...) le régime syrien continuant à tuer des civils innocents», dénonçant les agissements du régime comme «une violation claire du protocole arabe qui prévoit de protéger le peuple syrien». Les Comités locaux de coordination (LCC) qui organisent

la mobilisation sur le terrain, ont fait état dimanche soir de la mort de 315 civils, dont 24 enfants, depuis l'arrivée des observateurs. La mission des observateurs arabes est contestée également par les opposants syriens qui accusent le régime d'entraver leur mission et expriment des inquiétudes au sujet des «positions adoptées» par son chef, le général Mohammed Ahmed Moustapha al-Dabi. «Les observateurs sont restés trop longtemps dans leurs hôtels avant d'être autorisés à sortir sur le terrain et leurs visites se font sous la surveillance des agents de sécurité du régime», a déploré Jabr al-Choufi, membre du Conseil national syrien (CNS), principal mouvement de l'opposition syrienne, dans des déclarations à la chaîne al-Arabiya. Leur mission fait partie d'un plan de la Ligue arabe qui prévoit notamment la liberté de manifester, et le retrait des engins militaires des rues. Certains remettent également en cause le choix du dirigeant de la mission, «le général Dabi, qui appartient à une armée ayant commis des crimes de guerre au Darfour», écrivait hier le quotidien à capitaux saoudien *al-Hayat*, dans un article intitulé «le scandale al-Dabi». «Amnesty international l'a rendu responsable de cas d'arrestations arbitraires et de torture

contre de nombreuses personnes au Soudan», souligne le journal basé à Londres.

## Un deuxième groupe d'observateurs doit arriver jeudi en Syrie

Dans la région d'Idleb (nord-ouest), des groupes de déserteurs ont attaqué hier deux points militaires à Kafar Haya, prenant en otages des dizaines de soldats. Ils ont en outre tué un certain nombre de soldats lors de confrontations. Dimanche, les forces du régime avaient tué cinq civils en Syrie, dont un enfant de sept ans, «premier martyr de l'année 2012», selon l'OSDH. «La famille Assad n'a plus que quelques semaines à exercer le pouvoir en Syrie», a estimé hier le ministre israélien de la Défense Ehud Barak, ajoutant qu'il est «impossible de prévoir (...) ce qui va arriver au lendemain de la chute de Bachar al-Assad».

Par ailleurs, la Suisse a refusé un visa d'entrée à un cousin du président Assad, Hafez Makhlof, chef des services secrets de Damas, qui voulait rencontrer son avocat en Suisse, selon le journal dominical *NZZ Am Sonntag*. Hafez Makhlof s'élève contre les sanctions imposées par la Suisse contre le régime syrien et voulait venir en Suisse pour en discuter avec son avocat, selon le journal.

## NIGERIA

## Manifestations après la fin des subventions sur le carburant

**Des manifestations spontanées ont eu lieu hier au Nigeria, au lendemain de la suppression de subventions qui a provoqué le doublement du prix de l'essence, tandis que les syndicats menaient de paralyser le pays si le gouvernement ne revenait pas sur cette décision.**

Les autorités du premier producteur de brut d'Afrique ont annoncé dimanche la fin immédiate d'une subvention destinée à maintenir les prix à la pompe autour de 65 nairas par litre (0,30 euro). Immédiatement, de longues files d'attente se sont formées dans les stations-service du pays, les Nigériens espérant acheter du carburant avant que la hausse ne soit répercutée.

Mais dès hier midi, de nombreuses stations vendaient déjà l'essence à 140 nairas le litre (0,66 euro), un prix exorbitant dans un pays où la majorité de la population vit avec moins de deux dollars par jour (1,5 euro).

Des centaines de personnes ont manifesté spontanément dans la ville de Kano, la plus importante du Nord du Nigeria. «Nous allons travailler avec d'autres groupes pour paralyser totalement le gouvernement et rendre le pays ingouvernable», a menacé Denja Yaqub, vice-secrétaire général du Congrès des syndicats nigériens (NLC), en promettant d'appeler à une grève générale dans les prochains jours. De telles menaces sont souvent restées lettre morte au Nigeria, mais la question des prix du pétrole est une des rares qui fasse l'unanimité dans le

pays. Malgré ses réserves de brut, le Nigeria ne dispose que de faibles capacités de raffinage et doit importer la majorité du carburant nécessaire à son économie aux prix du marché. La subvention avait été créée pour maintenir les prix à la pompe à un niveau accessible. Le gouvernement du Nigeria, premier producteur africain de pétrole, explique que les subventions sur les prix des carburants ont coûté plus de 8 milliards de dollars en 2011 et des économistes jugent que la suppression de cette dépense permettrait d'améliorer des infrastructures vétustes.

Les députés nigériens avaient rejeté cette mesure jugée «prématurée» le 1<sup>er</sup> décembre en votant un projet de dépenses budgétaires qui ne comprenait pas la suppression des subventions pétrolières.